

Nombre de membres

- Afférents au conseil : 15
- En exercice : 14
- Ayant pris part à la délibération : 14

Date de la convocation :
17 novembre 2015

Date d'affichage :
17 novembre 2015

Séance du Conseil Municipal

L'an 2015

Et le mardi 24 novembre

A 18 Heures , le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe Castanon le Maire.

Présents : Audrey BERNARD, Marc BOUCHET, Philippe CASTANON, Sébastien FORESTIER, Jean-Paul GUIBAL, Jean-Louis JANSSENS, Sylvette LACOMBE, Jacques LIN, Jacky MARTIN, Dominique RATTO-CRÉPIN, Michel VAN LOYEN

Absents excusés : Marion FERRER procuration à J. LIN , Sabine VENELLE procuration à D. RATTO-CRÉPIN, Armelle MEULIEN procuration à J.P GUIBAL

Secrétaire : Mr Jean Paul GUIBAL

PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE D'UN CAPTAGE D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Objet :

- Alimentation en eau potable à partir du captage du Palais
- Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique en vue de la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire d'une part et, d'autre part, pour l'établissement des servitudes dans le Périmètre de Protection Rapprochée et des servitudes d'accès aux ouvrages
- Demande d'ouverture d'enquête relative à l'autorisation de prélèvement au titre des articles L214-1 et 214-3 du Code de l'environnement.

Monsieur le Maire Philippe Castanon soumet au Conseil Municipal le projet de demande d'autorisation et d'établissement des périmètres de protection du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine.

Il indique que conformément :

- au Code de l'Environnement,
- au Code de la Santé Publique et, en particulier, à ses articles L.1321-2, L 1321-7 et R.1321-6 à R 1321-14,
- au Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique,

la Déclaration d'Utilité Publique est indispensable pour autoriser la dérivation des eaux captées, déterminer autour du point de prélèvement des périmètres de protection, acquérir les terrains nécessaires à la réalisation du Périmètre de Protection Immédiate et grever de servitudes légales les terrains compris à l'intérieur du Périmètre de Protection Rapprochée afin de préserver la ressource en eau de pollutions éventuelles.

Monsieur le Maire Philippe Castanon invite le Conseil Municipal à engager les démarches nécessaires à l'autorisation administrative du captage, des travaux de prélèvement et de l'instauration des périmètres de protection et ce, conformément au Code de l'Environnement et au Code de la Santé Publique.

Le Conseil Municipal ayant ouï cet exposé et après avoir délibéré :

➤ prend l'engagement :

- de mener à son terme la procédure d'établissement des périmètres de protection,
- d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils auraient pu rencontrer à condition de prouver qu'ils ont été causés par la dérivation des eaux,

- de réaliser les travaux nécessaires à la protection du captage
- de conduire à terme la procédure instaurant les périmètres de protection du captage jusqu'à l'information des propriétaires concernés par les éventuelles servitudes et la mise à jour des documents d'urbanisme existants,
- d'inscrire à son budget les crédits nécessaires à la réalisation du projet, aux frais de procédures, d'entretien, d'exploitation et de surveillance des installations, ainsi que ceux destinés à faire face aux travaux de réparation importants et autres dépenses extraordinaires,

➤ prend l'engagement de distribuer à partir de cette ressource, une eau répondant aux normes de potabilité introduites par le Code de la Santé Publique.

➤ donne mandat à Monsieur le Maire d'engager des démarches pour l'obtention des aides et subventions nécessaires au projet, de solliciter le concours financier de l'Agence de l'Eau, du Conseil Général et d'autres financeurs potentiels, tant au stade des études préliminaires qu'à ceux de la réalisation du dossier de Déclaration d'Utilité Publique et des travaux,

➤ donne mandat à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cette opération,

➤ précise que le financement du projet restant à la charge de la commune pourra être assuré par des emprunts auprès des caisses publiques.

Fait à Monoblet, le mardi 24 novembre 2015
Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Votants : 14 Pour : 13 Abstention : 0 Contre : 1

Philippe CASTANON,
Le maire,

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa transmission auprès du représentant de l'Etat et de sa publication